

Paris, le 9 septembre 2025,

LE PROCHAIN GOUVERNEMENT DEVRA ÊTRE AUX CÔTÉS DES MAIRES

Réuni mardi 9 septembre, le Bureau de l'Association des petites villes de France a adopté la déclaration suivante.

L'Association des Petites Villes de France (APVF) que préside **Christophe Bouillon**, Ancien député de Seine-Maritime et Maire de Barentin, et dont le Président délégué est **Loïc Hervé**, Vice-président du Sénat, fait part de ses **vives inquiétudes dans cette nouvelle période d'instabilité politique et institutionnelle** qui s'ouvre suite à la décision du gouvernement de François Bayrou de soumettre à un vote de confiance son plan d'économie de **43,8 milliards d'euros** et au refus d'une majorité de députés de la lui accorder.

L'APVF rappelle que les maires, **personnalités préférées des Français**, demeurent un pôle de stabilité sur lequel les institutions de la République et les citoyens peuvent et doivent continuer de pouvoir compter.

Dans ce contexte profondément anxiogène de crise économique et politique, l'APVF insiste sur les efforts fournis par les collectivités territoriales depuis plus d'une décennie pour résorber le déficit de l'État. Aujourd'hui, elles n'ont plus les moyens d'absorber de nouvelles mises à contribution sans remettre en cause la qualité du service public local et tenir les engagements que les maires tiennent de leur mandat.

La facture, dans la loi de finances pour 2025, s'est élevée à plus de **8 milliards d'euros** pour les collectivités selon les chiffres du comité de finances locales, alors que le chiffre affiché initialement par le gouvernement était **sous-évalué à 2,2 milliards d'euros**, sans intégration de la réduction drastique du Fonds vert, ni de la non compensation du transfert de nouvelles compétences telles que le service public de la petite enfance, ou encore de la hausse massive de la cotisation des employeurs territoriaux à la CNRACL.

Le nouvel effort demandé par le Premier ministre sortant le 15 juillet de **5,3 milliards d'euros** ne paraît dans ce contexte pas atteignable pour les collectivités et s'avère particulièrement **injuste** car il pénalise avant tout les catégories sociales les plus modestes et les politiques écologiques et d'adaptation au dérèglement climatique.

Alors que les tensions qui traversent notre société se font toujours plus fortes, l'instabilité budgétaire et institutionnelle augmente les fractures sociales et territoriales, le sentiment de déclasserment de nombre de nos concitoyens et *in fine* la défiance envers la classe politique dans son ensemble.

Association des petites villes de France

« Porter la voix des maires des petites villes »

L'Association des petites villes de France fédère depuis 1990 les petites villes de 2.500 à 25.000 habitants, pour promouvoir leur rôle spécifique dans l'aménagement du territoire. Elle compte aujourd'hui près de 1200 adhérents, présents dans tous les départements de France métropolitaine et d'outre-mer.



Dans ces conditions, l'APVF demande que la formation d'un nouveau gouvernement intervienne le plus rapidement possible de façon que les discussions budgétaires puissent se dérouler normalement, et que la France dispose d'un **budget responsable, juste et équitable** dans les temps impartis.

Elle demande avec insistance que **la participation des collectivités territoriales à l'effort collectif n'impacte pas leur capacité d'investissement** et, surtout, ne sacrifie pas les objectifs liés à la transition écologique, à l'aménagement du territoire ou encore à la lutte contre la crise du logement, ce qui aurait, sinon, un effet récessif imminent sur des pans entiers de l'économie nationale.

Conscient de la difficulté des choix budgétaires à faire, les maires des petites villes demandent au nouveau gouvernement qui sera mis en place de ne pas hypothéquer l'avenir des territoires et, bien au contraire, de les aider à **affronter au mieux les défis de la transition écologique et démographique**.

Alors que se profile en mars 2026 le renouvellement de tous les conseils municipaux, les maires des petites villes mettent en garde le gouvernement contre tout choix budgétaire qui obérerait la capacité des nouvelles assemblées à mener les politiques pour lesquelles elles ont été élues, ce qui constituerait immanquablement aux yeux de nos concitoyens **une rupture du pacte républicain et aggraverait la crise de confiance en nos institutions**.

Dans ces temps difficiles, **la cordée sera toujours préférable à la saignée**. Ce n'est que par le rétablissement d'un vrai dialogue et la refondation des méthodes de concertation entre l'État et les collectivités que de véritables solutions à une sortie de crise pourront émerger.

CONTACTS PRESSE

André ROBERT, Délégué général - 01 45 44 00 83 - 06 80 84 27 53 - arobert@apvf.asso.fr

Antoine OLLIVIER, Conseiller – 01 45 44 63 99 – 06 47 43 02 28 – aollivier@apvf.asso.fr

